

Ouverture de la première instance de dialogue avec l'Islam de France

Lundi 15 juin 2015

Allocution de Manuel VALLS, Premier ministre

Seul le prononcé fait foi

Mesdames les ministres,
Monsieur le ministre,
Monsieur le président du Conseil français du culte musulman,
Mesdames, messieurs,

Nous sommes rassemblés pour un moment important, j'oserais dire déterminant. Et ce, dans un lieu symbolique, un haut lieu de la République, dans un ministère – que je connais bien – qui est celui de l'Etat, de sa continuité, de sa force.

Cette salle accueille très régulièrement les hommes et les femmes qui incarnent l'Etat. Ils sont préfets, policiers, gendarmes, sapeurs-pompiers. Ils sont aussi élus dans les territoires de la République. Ils participent tous à l'unité, à la cohésion nationale. Aujourd'hui, c'est à vous : présidents d'associations, imams, intellectuels, hommes et femmes de la société civile, tous acteurs de l'Islam de France, d'y être réunis.

Vous êtes présents et vous représentez l'incroyable diversité de cet Islam de France. J'en ai vu, pendant trois jours, les manifestations les plus anciennes, à la Réunion – premier territoire de la République à construire une mosquée – , ou encore à Mayotte où un Islam soufi s'épanouit avec harmonie et tolérance. Je salue ceux qui ont fait ce long trajet pour venir ce matin participer à cette rencontre.

Mais je veux également souligner la diversité de l'Islam « hexagonal » – pardon pour ce nouveau concept. Qu'il soit d'inspiration maghrébine et de tradition malékite, qu'il soit d'origine turque, ou encore africaine, il est, comme toutes les religions de France, l'héritier de plusieurs histoires, faites de mouvements de population, faites de continuités et de ruptures.

Je crois qu'il n'y avait pas de meilleur endroit pour organiser cette nouvelle instance de dialogue.

Dans ce format, elle est une première dans la République. Il le fallait. Car nous sommes à un tournant. Il y avait donc un besoin de se parler pour, ensemble, mettre en mouvement l'Islam de France, lui donner tous les moyens pour se réformer et s'adapter aux enjeux difficiles – ne le nions pas – qui s'adressent à lui, dans sa diversité, dans sa complexité.

*

Il n'y avait pas de meilleur lieu pour cette rencontre, car c'est dans cette maison que siègent des administrations qui veillent aux fondements de notre organisation républicaine. C'est ici que depuis 30 ans, les ministres de l'Intérieur en charge de la

relation avec les cultes vous ont aidés progressivement à organiser l'islam de France. Pierre JOXE, Jean-Pierre CHEVENEMENT, Charles PASQUA, Jean Louis DEBRE et moi-même.

Je pense, en premier lieu, à la préservation des libertés publiques, à commencer par la liberté de conscience, la liberté de croire ou de ne pas croire. Cette liberté a pour corollaire le libre exercice du culte. C'est un droit fondamental. *« Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi »* : tel est le texte de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, qui fonde, depuis plus de 200 ans, notre pacte républicain.

La République n'a pas à se prononcer sur le fait de croire ou d'exercer un culte. L'identité spirituelle de chacun est une quête éminemment respectable. Et la mission de l'Etat, c'est simplement d'en garantir la possibilité. C'est la définition même d'un autre grand principe que ce ministère protège : la laïcité.

*

On fait souvent passer la laïcité pour ce qu'elle n'est pas. Pourtant, les choses sont simples : croire, ou ne pas croire, c'est une affaire intime, privée. Exercer son culte, c'est une affaire publique. La République n'ignore pas les cultes.

La laïcité, ce sont des règles qui régissent notre vie en collectivité, qui prescrivent quels sont les espaces de liberté et quels sont les lieux où chacun est soumis à une obligation de neutralité.

La laïcité, ce n'est pas un dogme qui interdit à un gouvernement de traiter des difficultés que peuvent rencontrer les Français dans l'exercice d'une liberté aussi fondamentale que la liberté de conscience. Aucun gouvernement responsable ne peut ignorer les difficultés que rencontrent les musulmans de France, ni y être indifférent. Et ce Gouvernement n'y est pas indifférent.

La laïcité, c'est tout cela. C'est une valeur inséparable de la République.

Et je veux être très clair : ceux qui utilisent la laïcité, en font un moyen pour exclure, pour stigmatiser, pour mépriser, pour montrer du doigt l'Islam n'ont rien compris. Ils n'ont rien compris à ce qu'était la République, ni à ce qu'était la laïcité. En en détournant le sens, ils abîment notre patrimoine commun, ils font du mal à notre pays, car ils sèment les vents de la division et alimentent des tensions identitaires qui n'ont pas lieu d'être.

La laïcité est faite pour rassembler, unir, faire vivre ensemble, protéger. Elle est faite de respect mutuel.

*

Enfin, troisième caractéristique de ce ministère, souvent vue comme la première : la sécurité.

Parmi les conséquences des événements dramatiques de janvier, il en est une que vous tous ne connaissez que trop bien : depuis le début de l'année, les atteintes aux lieux de cultes musulmans ont été multipliées par trois.

Certes, les agressions, les attaques, les profanations concernent tous les cultes. Et je ne crois pas qu'il faille se battre sur les chiffres. La réalité est la même pour tous : trop de lieux de culte, trop de cimetières, trop de croyants sont dans notre pays les cibles d'actes insupportables.

Il y a, bien sûr, des explications à cela : la France fait face à une crise économique et sociale qui pèse lourd. En tant que présidents d'associations, ou ministres du culte, vous êtes les premiers à en ressentir les effets : le chômage, la précarité, l'incertitude quant à l'avenir. Cette crise - c'est malheureusement une loi historique - est le ferment du rejet de l'autre. C'est une réalité qu'il faut reconnaître et regarder en face.

En retour, nous devons agir avec la plus grande fermeté. Dans la République, les propos, les actes anti-musulmans, antisémites, anti-chrétiens, racistes, homophobes n'ont pas leur place. Ils doivent être combattus avec la plus grande détermination.

Et il n'y a pas, comme je l'entends dire parfois un « deux poids, deux mesures », des actes qui resteraient volontairement impunis, et d'autres qui seraient considérés comme plus graves. Non ! Ce combat est un seul et même combat. Et il est de la responsabilité de toute la société : des pouvoirs publics, des élus, des parents, des enseignants, des associations, des responsables religieux. C'est tous ensemble que nous devons agir pour la défense de notre pacte républicain.

Je l'ai dit : je ne veux plus qu'on ait peur, en France, parce qu'on est juif. Je ne veux plus qu'on ait peur parce qu'on est musulman. Je ne veux plus qu'on se sente accusé d'être complice d'actes qu'on n'a jamais voulus, ni soutenus. Je veux que notre pays donne un coup fatal à tous ces amalgames, à ces raccourcis insoutenables qui petit à petit désagrègent notre société.

Pour cela nous devons tous - je dis bien tous - nous mettre au travail.

*

Cette instance de dialogue est là pour créer un cadre ... de dialogue, comme son nom l'indique. Elle n'est pas là pour forcer la décision, pour contraindre, pour dire à votre place ce qu'il faut faire et dire.

Mais n'échangeons pas « à huis clos ». Car oui, des questions difficiles, des problèmes compliqués, il y en a. Il faut les traiter avec méthode, avec pragmatisme, et avec patience.

Nous avons souhaité cette rencontre avec le Gouvernement, et avec ses experts. Car il s'agit de parler de droit, de finances, d'études, de tout ce à quoi vous êtes confrontés dans la réalité, dans votre quotidien. Il ne s'agit pas, ce matin, de faire de la théologie, encore moins de la géostratégie. Bien souvent, vouloir tout régler, tout traiter, remédier à l'ensemble des problèmes de manière définitive, c'est aller droit à l'échec. Nous nous appliquerons, avec Bernard CAZENEUVE, à privilégier les petits progrès aux grandes solutions qui ne règlent rien.

Ce cadre, ce n'est pas celui de l'organisation institutionnelle de l'Islam, au sens strict. Celle-ci existe. Le Conseil français du culte musulman est représenté aujourd'hui à son plus haut niveau. Je tiens à vous rendre un hommage particulier, cher Dalil BOUBAKEUR, vous qui, avec d'autres, avez toujours su rappeler avec force quelles sont les valeurs de tolérance, d'ouverture, de respect que porte l'Islam. Mais la franchise nous oblige à reconnaître aussi les limites du CFCM.

*

Les thématiques du jour ne surprendront personne. Elles sont le résultat de vos observations lors des consultations effectuées sur le terrain au cours du dernier trimestre : la sécurité, la protection, la question de la construction des lieux de culte, et de leur financement, le statut de l'imam est des aumôniers, les pratiques rituels (hallal, pèlerinages, carrés confessionnels).

La France de 2015 a de belles mosquées et pas seulement à Evry-Courcouronnes. Elle en a également qui ne permettent pas d'accueillir dignement les fidèles. La question du financement est centrale. Il y a des outils pour y répondre ; je pense en particulier à la fondation pour les œuvres de l'Islam. Je répète ce que j'ai déjà dit à de nombreuses reprises : l'objectif, c'est d'enraciner ces édifices dans le patrimoine de notre pays. Le meilleur moyen de le faire c'est de s'assurer qu'ils soient financés et entretenus par des fonds provenant de France.

Le statut des imams, ou des aumôniers est une autre préoccupation : sont-ils prêts à assumer une mission aussi importante ? Sont-ils correctement formés, non seulement à l'Islam - cela ne regarde pas *a priori* l'Etat - mais également à ce qu'est l'Islam de France, à ce que signifie être ministre du culte en France ? Un effort important est engagé pour multiplier les formations à destination des ministres du culte. Il s'intensifiera, afin que ces formations deviennent incontournables pour quiconque aspire à ces fonctions spirituelles. Najat VALLAUD BELKACEM et moi-même avons annoncé à Strasbourg la multiplication par deux de cette offre de formation.

De tout cela, le Gouvernement a décidé de vous saisir, et de faire des propositions, de fixer des calendriers et de se donner des priorités.

Mais, peut-être plus que tout, il faut travailler sur la question de l'image de l'Islam, sur la représentation que s'en fait notre société.

*

C'est un fait : la France, ce pays, qui a inventé la citoyenneté moderne, où sont nées l'idée de séparation entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel, la laïcité, ce pays qui a fait la Révolution pour faire triompher une devise universelle « Liberté, égalité, fraternité », ce pays aujourd'hui, s'interroge sur l'Islam.

L'Islam est récent en France, à l'échelle de l'histoire. Il suscite de la curiosité et de l'intérêt. Il suffit de constater l'engouement exceptionnel des grandes expositions au Louvre ou à l'Institut du monde arabe qui montrent son histoire, sa complexité. Il suffit de compter le nombre d'émissions, de publications, revues, ouvrages qui parlent de l'Islam. Il y a une avidité, une soif de connaissance exceptionnelle en France.

Dans un même mouvement, l'Islam suscite aussi une inquiétude. Les instituts de sondage analysent régulièrement ce sentiment. Il varie, et les dernières enquêtes sont encourageantes. Mais, si je ne veux pas exagérer ces inquiétudes, je ne veux pas non plus les camoufler. L'Islam suscite encore des incompréhensions, des *a-priori*, du rejet chez une partie de nos concitoyens, souvent gagnés par la tentation du repli. Il y a le contexte national et il y a le contexte mondial. Il y a la confrontation entre Sunnites et Chiïtes. Et il y a la confrontation au sein du Sunnisme. Il y a des mouvements qui inquiètent, les Salafistes ou les Frères musulmans.

Or l'Islam est en France pour y rester. C'est la deuxième religion de notre pays. Il faut donc mener le combat des consciences, et faire jaillir au grand jour ce qu'est la réalité de l'Islam de France. Et pour gagner ce combat, c'est à chacun de prendre ses responsabilités.

Gagner ce combat, c'est avant tout nommer l'ennemi, partout où il se trouve. Je ne veux pas d'hypocrisie, je veux regarder la réalité en face : il y a aussi dans l'Islam cette même tentation du repli, de l'entre-soi. Par dépit, ou par révolte. Et il y a des prédicateurs de haine, des partisans de l'obscurantisme, des intégristes qui utilisent ce repli, cette révolte, pour défier nos valeurs, pour dénoncer nos lois. Contre ceux-là, il faut être intransigeant. Il faut lutter contre ces attitudes, qui exacerbent les tensions communautaires. Le Salafisme, le Wahhabisme n'ont rien à voir avec la France.

A la fin de cette semaine, les musulmans de France, comme tous les musulmans dans le monde, entreront dans le mois de Ramadan – un mois actif pour la plupart d'entre vous, car il est un mois de convivialité, de partage. Depuis plusieurs années maintenant, ce mois est aussi un mois de rencontre avec les autorités politiques et la société civile de vos communes. Il faut en profiter, il faut dire à cette occasion ce qu'est cet Islam de tous les jours, il faut dire avec force que les discours de haine, l'antisémitisme qui se cache derrière l'antisionisme et la haine d'Israël, les prédications funestes, les imams auto-proclamés qui dans nos quartiers, nos prisons, font l'apologie de la violence, du terrorisme, qui participent de cette entreprise criminelle, qui font partir des centaines de jeunes au djihad, ce n'est pas cela l'Islam !

Oui c'est à nous tous de donner une autre image de l'Islam à mille lieues de ceux qui l'utilisent pour tuer, assassiner, asservir.

*

Ce que je veux vous adresser, ce matin, en ouverture de cette journée, et ce que je veux que vous adressiez autour de vous, c'est un message d'optimisme : dans ce monde de l'après 7,8,9 janvier, de l'après Charlie, tout reste possible. Je dirais même que tout devient urgent. Nous devons trouver en nous les moyens de dépasser nos fractures, de faire la démonstration éclatante de combien l'Islam est compatible avec la démocratie, avec nos valeurs – et notamment l'égalité homme-femme – de combien nous pouvons continuer de créer ce modèle français. C'est ce message que notre Nation a envoyé – et avec quelle force – le 11 janvier.

Certains commentateurs ont voulu y voir une marque d'hostilité à l'endroit de l'Islam. C'était tout le contraire. C'est pour cela que j'ai voulu aussi entrer dans le débat public pour que ce formidable esprit de concorde nous porte tous !

*

Mesdames messieurs,

Vous voir réunis aujourd'hui dans ce ministère, dans la diversité des composantes de l'Islam, c'est au fond le meilleur message qui soit pour dire à nouveau que l'Islam a toute sa place en France.

Regardez la profondeur historique de notre pays ! Depuis toujours, tout y est politique. Et ce, pour une raison simple : notre identité aujourd'hui, cette identité qui provoque tant de passions et de querelles fait l'objet d'une attention qu'aucun autre pays du monde occidental ne connaît. Il y a une raison à cela : il s'agit d'une identité politique, qui s'est construite contre les identités particulières. Contre les identités ethniques. Et d'une certaine façon, contre la religion.

Dans ces conditions, la question que pose l'Islam de France est parfaitement intelligible. L'histoire de la République, c'est la recherche permanente d'un équilibre entre l'attachement de chaque individu à son histoire, à son passé, à sa culture, à sa religion, et la nécessité de faire primer une identité citoyenne. Il y a cent ans, cette recherche passait par l'invention de la laïcité, et par le conflit avec l'Eglise – conflit qui s'est apaisé, créant aujourd'hui une relation claire et stable, respectueuse du rôle et des positions de chacun.

Nous sommes tous collectivement les héritiers de cette histoire.

Bien sûr, des difficultés supplémentaires compliquent un peu plus le tableau : la crise économique et sociale – je le disais – mais aussi l'importance de la mémoire coloniale, l'ampleur des préjugés sur l'Islam, mais aussi des préjugés sur « l'occident », les

imaginaires, les mythes, les complotismes de toute sorte, l'antisémitisme dont la force est encore plus grande à l'heure des réseaux sociaux.

Mais nous saurons les dépasser, car ce pays a les ressources pour y parvenir. Il les tire de son passé, de son rayonnement, et de la multitude des apports qui, au long des siècles, ont forgé son identité.

Cette journée de mise en mouvement de l'Islam de France, cette journée qui doit avoir des prolongements, dans les mois et dans les années qui viennent, c'est une journée qui fait ce pari : reconnaître les difficultés, dire ce que sont les problèmes, et dialoguer pour les dépasser.

C'est le meilleur moyen d'être fidèle à l'identité républicaine de la France.

Je vous remercie.

* * *